

hors service

journal anarchiste • juillet 2014 • n° 45



Soyons incontrôlables

« Et le temps passait pour moi comme s'il volait, et les fatigues ne m'atteignaient pas, et mon enthousiasme redoublait et me rendait téméraire, et me faisait sortir dès le point du jour en reconnaissance pour découvrir l'ennemi, et... tout pour changer la vie ; pour imprimer un autre rythme à cette vie qui est la nôtre ; pour que les hommes, et moi parmi eux, nous puissions être frères ; pour qu'une fois au moins la joie, jaillissant de nos poitrines, se sème sur la terre, pour que la révolution, cette révolution sociale qui a été le pôle et la devise de notre combat, puisse être, dans un temps prochain, un fait accompli. »

Avis aux prisonniers du dedans et du dehors

Ces paroles s'adressent à toi, toi qui es incarcéré dans les taules de l'Etat comme à toi qui es toujours plus enfermé dans cette ville de Bruxelles en train d'être transformée en prison à ciel ouvert. Regarde autour de toi, mais regarde avec *tes* yeux, pas ceux des politiciens, des flics ou des chefs. Pendant des années, de nombreuses mutineries ont secoué l'enfer carcéral. Depuis ces endroits où l'Etat met à l'écart ceux qui dérangent, ceux qui ne marchent pas au pas, ceux qui sont déclarés « indésirables » dans cette société de pouvoir et de fric, des cris de révolte et de vie ont surgi. Pour crier haut et fort que les barreaux tuent, que les cellules détruisent l'être humain, qu'une société qui enferme pour se protéger est elle-même une grande prison. L'Etat répond aujourd'hui à ces cris par plus de répression, par des cellules d'isolement, par des régimes stricts, par la construction de nouvelles prisons pour étouffer ces élans généreux de révolte et de solidarité.

... à la page 4

La nation arc-en-ciel de la démocratie

Impossible à ignorer le spectacle des élections. La tête de chaque habitant de ce pays se faisait laver avec. Chaque phrase d'un politicien ou d'un analyste politique ou même d'un journaliste était immédiatement repris et répétée à l'infini, analysée et présentée au public comme un débat sur des contenus. Silence. Afin de pouvoir réfléchir, il faut un peu de calme, il faut du silence. Difficile à trouver dans cette société. Sur l'arrière-plan, il y a des sussurements permanents. Sur le devant de la scène, s'impose la nécessité de se tenir au courant, de ne surtout rien rater, d'être reliés en permanence avec les autres, toujours occupés, toujours productifs.

... à la page 8

ET ENCORE... Nouvelles de la lutte contre la maxi-prison à Bruxelles, la Coupe Immonde et la révolte au Brésil, mouvement massif de lutte dans les prisons grecques, sabotages de pylônes de télécommunication en Belgique, incendie du chantier de la nouvelle prison à Anvers et premier retour de la nouvelle taule de Marches,...



En lutte contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles

Pas de nouvelles prisons, pas de maxi-prison à Bruxelles!

Depuis quelques années, les murs des prisons sont percés par des révoltes, des mutineries et des évasions. Des prisonniers rebelles ont démolé des infrastructures carcérales, allumé des feux, refusé de réintégrer les cellules après le préau, sont montés sur les toits pour marquer leur rage. Ils ont pris des matons en otage, ouvert les portes des cellules pour tout le monde sur la section, attaqué la police en intervention. Le pouls s'accélère, la respiration devient plus profonde. Dans la révolte, nous découvrons la liberté.

A l'extérieur des murs aussi, certains serrent les poings et passent à l'offensif. De manifestations en attaques contre les entreprises qui font leur beurre sur l'enfermement. D'embuscades contre les matons, de l'incendie des voitures et de la villa du directeur de la prison de Bruges aux bombes sur le chantier de la nouvelle prison à Marche et à l'incendie destructeur sur le chantier de la nouvelle prison psychiatrique à Anvers. De l'organisation d'évasions en émeutes dans les quartiers. Les murs des prisons se sont souvent avérés de ne pas être assez costaux.

Mais face à la révolte, il y a la répression. L'État l'annonce depuis moment : la construction de 13 nouvelles prisons modernes et efficaces. Certaines sont déjà en construction, pour d'autres le gouvernement cherche encore des sites. Mais il est certain qu'à Bruxelles aussi, le pouvoir veut une nouvelle prison, la plus grande de toutes. Il veut la construire sur le territoire de la commune de Haren, entre Evere et Schaerbeek. Et qu'on se trouve dedans ou dehors, l'ombre de cette prison sera une chaîne autour du cou de nous tous.

**Ni politiciens, ni chefs:
auto-organisation pour
lutter contre le pouvoir!**



**Pas de nouvelles prisons:
attaquons les entreprises
qui les construisent!**



**Barrons la route aux
projets de luxe
et de contrôle:
sabotons leurs chantiers!**



**Qui se fait du fric
sur l'enfermement?**

- Des constructeurs comme Valens, Bam et Denys; Cordeel, Willemen et Interbuild.
- Des architectes comme Buro II & Archi+I, Jaspers & Eyers, DDS & Partners, CERAU, Assar,
- Des banques comme BNP Fortis/ Paribas, Belfius, ABN Amro et KBC
- Des boîtes comme Fabricom Cofely Services, Sodexo, Cegelec, Dalkia, Eurest et Cofinimmo

Une liste complète se trouve sur le site www.lacavale.be



Pas de ville-prison!

Ce n'est pas seulement pour dompter la révolte à l'intérieur des prisons que l'État veut construire cette nouvelle maxi-prison. Cette prison deviendra aussi un élément indispensable dans ce que les puissants sont en train de faire en général.

Ici à Bruxelles, le pouvoir est en train de mutiler une population entière, sans honte. Des projets de construction pour les puissants et leur fric poussent comme des champignons pendant que le Bruxelles d'en bas est enfoncé encore plus dans la misère ; les loyers augmentent, les allocations et les salaires diminuent. Les conditions de travail se dégradent, les lois sur l'immigration se durcissent. La zone du canal à Molenbeek est transformé en quartier branché pour riches, érigeant un vrai mur entre la galère d'un côté et l'insouciance arrogant des riches et leurs commerces de luxe. Au nord de Bruxelles, un tour, le plus haut de la ville, est érigé: conçu spécialement et uniquement pour offrir des logements de luxe aux eurocrates et aux dirigeants d'entreprises. La différence de ceux d'en haut et de ceux d'en bas ne pourrait pas être plus marquée.

Là où s'impose la fortune, le pouvoir a besoin de se protéger des opprimés, de protéger lui-même et sa propriété. La brutalité des sales keufs va de pair avec la lâcheté de leurs caméras et celles des bourges du coin. La nouvelle prison à Haren servira dans l'avenir à enfermer au moins 1200 personnes. Comme s'il n'y avait pas déjà assez de coups à endurer, pas assez de misère et de souffrance !

Aussi dans cette ville, qui commence à ressembler toujours plus à une prison, c'est la révolte qui nous donne de l'oxygène. La révolte contre les responsables de cette vie enchaînée. La révolte contre les milliers de murs qu'ils ont construits, partout autour de nous. La révolte pour pouvoir être libre, pour pouvoir respirer en être libre.

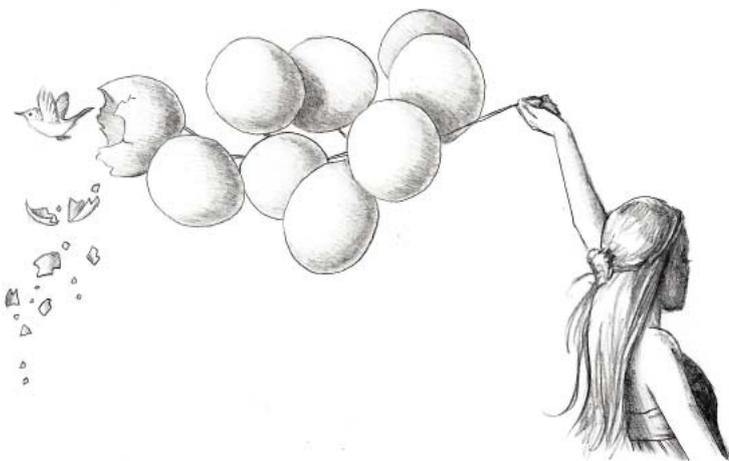
Alors, vive la mutinerie !

Tout plan peut être gâché, toute construction peut être sabotée, tout pouvoir peut être attaqué. La lutte contre la construction de cette maxi-prison doit être une lutte directe et offensive, c'est la seule manière de l'empêcher. On ne peut confier cette lutte à qui que ce soit (partis, syndicats,...), elle doit partir de nous-mêmes. Ce que nous proposons, c'est d'un côté une lutte qui mette des bâtons dans les roues de ceux qui veulent construire cette atrocité et en faire du fric (entreprises de construction, architectes, responsables politiques,...). De l'autre, une lutte qui tende à intervenir directement dans les rues contre tout ce qui nous emprisonne au quotidien autant que la nouvelle prison le fera.

Le pouvoir veut nous faire croire qu'on ne peut rien faire. Il se veut invulnérable. Mais les choses ne sont pas comme ça. Le pouvoir peut être attaqué partout où il se concrétise : dans ses bureaux, dans ses institutions, dans ses uniformes. Et cela, cette révolte, ne dépend que de nous-mêmes.



Johan van Wassenhove, je bent een klootzak, Johan van Wassenhove, t'es un couillon, ce n'est qu'un des slogans apparus sur les murs de l'église, de l'école et d'une villa dans le village Zevegem en Flandre Occidentale. Dans ce village habite en effet le PDG de l'entreprise de construction internationale Denys, Johan van Wassenhove. Cette entreprise a remporté le contrat pour la construction de la maxi-prison à Bruxelles. D'autres slogans apparus disaient «Johan Van Wassenhove dans sa villa, le reste en prison», «Contre la maxi-prison à Haren» ou encore «Johan van Wassenhove se fait du fric sur l'enfermement». Les auteurs de ces slogans n'ont par contre pas touché l'immense villa de Van Wassenhove. Van Wassenhove a découvert ces slogans en rentrant hier, épuisé, "d'un voyage d'affaires" en Arabie saoudite. Il ne voulait pas faire de commentaires dans la presse, mais était visiblement embêté par cette affaire.



Contre la maxi-prison et les rafles

Récit d'une petite manif sauvage à Anderlecht

DANS LA RUE Samedi 7 juin. 16h de l'après-midi. Il fait particulièrement chaud et la ville semble être au ralenti. En arrivant à la Place du Conseil à Anderlecht, la présence de quatre fourgons de police, stationnés devant la maison communale, saute aux yeux. Faut changer d'air, la place pue trop l'ordre. Trois banderoles sont déployées. *Sabotons la maxi-prison. Ni rafles, ni contrôles, ni expulsions, feu aux papiers. Promoteur immobilier, bourge, eurocrate ; dégage.* Le haut-parleur porte la voix des compagnes qui expliquent notre présence, qui appellent à la lutte, qui rappellent aux policiers présents la liste sinistre des personnes mortes et torturées lors de leurs interventions.

Une demi-heure plus tard, la quarantaine de personnes descendues dans la rue se mettent en mouvement et prennent la rue. Les slogans résonnent fort. *Ni flic, ni maton, ni maxi-prison. Il est temps de saboter la machine à expulser. Hors-la-loi, contre l'Etat. Vol, pillage, sabotage, inaugurons leurs nouvelles prisons.* La flicaille court vers les fourgons. Elle se dépêche. En voyant se refermer un piège pour bloquer l'ensemble de la manifestation, un rapide virage est pris. Les policiers sont surpris, ils sautent des fourgons et se ruent sur les compagnons. Quelques coups sont échangés, ils tapent avec leurs matraques. Au final, cinq personnes sont arrêtées. La police se met en rang pour protéger l'arrestation. Trois rangées d'au moins quinze flics chacune. Les per-

sonnes arrêtées sont traînées aux fourgons, elles passeront quelques heures dans les cachots du commissariat avant d'être relâchées.

Deux heures plus tard, un joyeux groupe coupe les grillages qui entourent le terrain vague le long de la rue Brogniez (toujours à Anderlecht). Les grands murs blancs se transforment en autant de cris de rage. Des grandes lettres dessinées, *Feu aux prisons*, d'autres plutôt faites avec hâte qu'on a d'en finir avec ce monde. Avec quelques plaques en bleu, le terrain est rebaptisé *Place Robin des Bois (Célèbre bandit et cauchemar historique des riches et des autorités)*.

Pendant deux semaines, notre présence pour appeler à cette manifestation a été plutôt palpable dans les quartiers d'Anderlecht, Saint-Gilles, Forest, Annesens et Molenbeek. Que ce soient la quinzaine de milliers de tracts distribués, le millier d'affiches collées sur les murs ou tout simplement les rencontres et petites discussions lors des différentes initiatives. On pense qu'on a quand même réussi à se donner les moyens, autonomes et non-médiés, pour faire en sorte que la plupart des gens habitant dans ces quartiers soient au moins au courant de cette initiative de lutte, qui a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par de nombreuses personnes. Malgré l'enthousiasme qu'elles pouvaient exprimer pendant les distributions de tracts, on s'est retrouvé presque uniquement entre com-



pagions et compagnes. D'un côté, cela ne nous empêchera pas de continuer à proposer des occasions pour lutter ensemble, et de l'autre, de construire un parcours autonome de lutte. On sait très bien que le problème de la prison, ce n'est pas seulement les murs, les gardiens et les barreaux, c'est aussi la reproduction du rôle de prisonnier qui en assure la pérennité. Notre lutte, ce n'est pas seulement une lutte contre la construction d'une maxi-prison, les rafles ou contre l'aménagement de la ville en grande prison à ciel ouvert. C'est aussi un combat, plus profond encore, plus difficile encore, un combat acharné et virulent, un combat contre la résignation sur laquelle repose ce monde pourri.

Avis aux prisonniers du dedans et du dehors

Pour la coordination des luttes à l'intérieur et à l'extérieur des taules



Ces paroles s'adressent à toi, toi qui es incarcéré dans les taules de l'Etat comme à toi qui es toujours plus enfermé dans cette ville de Bruxelles en train d'être transformée en prison à ciel ouvert.

Regarde autour de toi, mais regarde avec *tes yeux*, pas ceux des politiciens, des flics ou des chefs.

Pendant des années, de nombreuses mutineries ont secoué l'enfer carcéral. Depuis ces endroits où l'Etat met à l'écart ceux qui dérangent, ceux qui ne marchent pas au pas, ceux qui sont déclarés « indésirables » dans cette société de pouvoir et de fric, des cris de révolte et de vie ont surgi. Pour crier haut et fort que les barreaux tuent, que les cellules détruisent l'être humain, qu'une société qui enferme pour se protéger est elle-même une grande prison. L'Etat répond aujourd'hui à ces cris par plus de répression, par des cellules d'isolement, par des régimes stricts, par la construction de nouvelles prisons pour étouffer ces élans généreux de révolte et de solidarité.

Dehors, il y a aussi eu des révoltes qui ont secoué le joug de la normalité, des actions multiples et diffuses contre tout ce qui exploite et enferme. Pour affirmer que cette société nous dégoûte, que nous ne voulons pas d'une existence d'esclave abruti qu'elle nous offre et nous impose, que nous ne resterons pas les bras croisés quand la police assassine et torture, quand l'économie capitaliste pousse nos proches au bord du gouffre, de la dépression et du suicide, quand la machine sociale lave nos cerveaux pour devenir de braves citoyens obéissants et éteints. Chaque sabotage, chaque émeute, chaque attaque sont autant de cris de vie contre un monde qui nous veut tous morts ou esclaves de l'autorité. Et aujourd'hui, l'Etat transforme les quartiers populaires en zones taillées pour la classe moyenne et les bourgeois à coups de projets de lofts, de centres commerciaux et de boutiques de luxe ; il construit et aménage pour plaire aux eurocrates, entrepreneurs et représentants internationaux ; il entend couvrir la ville entière d'un fi-

let resserré de vidéosurveillance pendant que les transports en commun ressemblent toujours plus à des *check points* en zones de guerre ; il serre les vis à tous les niveaux pour compliquer la survie et investit massivement dans la police et la sécurité. L'Etat construit des dizaines de nouvelles prisons aux quatre coins de la Belgique, il veut d'ailleurs construire une maxi-prison à Bruxelles. Mais son projet plus ambitieux encore est de transformer tous les possibles foyers de résistance en autant de couloirs du grand camp de concentration à ciel ouvert qu'est en train de devenir Bruxelles, et par extension toute la société.

Regarde maintenant à *l'intérieur* de toi-même. Ce que l'Etat veut étouffer, se trouve *là*, à l'intérieur de toi. C'est ta capacité à réfléchir par toi-même, à penser et rêver de nouveaux mondes qui ne sont pas des prisons de fric et de pouvoir. C'est ta capacité à *agir*, à ne pas rester sur la défensive et te lamenter, mais à attaquer. Autant de soulèvements dans le monde entier, de la Tunisie en passant par l'Egypte, la Syrie, la Turquie, la Bosnie jusqu'au Brésil, ont déblayé l'obstacle probablement le plus important : l'erreur de croire que nous ne pouvons rien faire.

Débarrassons-nous alors de la résignation qui nous étouffe, interrompons la routine quotidienne du travail, du contrôle, des obligations imposées par le système et saisissons le temps et l'espace pour imaginer notre évasion.

Les battements de ton cœur s'accélèrent. Le sang pompe intrépidement dans tes veines. Tes yeux discernent clairement les contours de l'ennemi, ce monstre qui se compose de prisons, de flics, de capitalistes, de chantiers, de banques, d'institutions. Tes mains te démangent et saisissent la pierre, la bouteille remplie d'essence, la gâchette de l'arme, la main de ton complice. *C'est l'adrénaline de l'évasion, le rêve de la liberté.*

La seule évasion possible, c'est la révolte.
Vive l'insurrection.

[Tract distribué à Bruxelles, juin 2014]

Nouvelle prison, toujours le même tas de fumier

Premier retour sur la nouvelle taule de Marches

HUMANI-QUOI ? La prison de Marche-en-Famenne, inaugurée à la mi-octobre 2013, a été vendue au grand public comme contre-exemple de tout ce qui ne va pas dans les prisons actuelles : il n'y aurait pas de surpopulation, les conditions de détention seraient « humaines », les cellules propres et même « luxueuses ». Plusieurs réactionnaires de ce pays s'étaient alors indignés à l'annonce des nouvelles cellules trop « confortables » dans lesquelles les détenus allaient être enfermés à Marche : douche, téléphone et même internet en cellule. Mais ils peuvent désormais se réjouir, cette soi-disant amélioration n'est qu'une illusion de plus derrière laquelle se cache un isolement accru des détenus et un pouvoir renforcé de l'administration pénitentiaire. Les premiers retours dressent ainsi un autre bilan : haute sécurité, atomisation des détenus et fausses améliorations des conditions de détention. Les douches en cellule : on a le droit qu'à 15-20 minutes d'eau par jour, à une heure déterminée par l'administration. Si on rate ce moment (préau, parler, activité, sommeil) tant pis, pas de douche. Ce fonctionnement n'offre donc aucune autonomie au prisonnier, il ne sert qu'à supprimer les mouvements vers les douches et donc empêcher cette possibilité de rencontre entre détenus. Le téléphone en cellule : on ne peut appeler que certains numéros approuvés par l'administration, pendant des durées limitées, avec un nombre de minutes fixées par jour. Internet: seuls les sites qui donnent accès à la recherche d'emploi, de formations ou d'autres choses liées à la « réinsertion » sont autorisés. Tout autre site est censuré.

Il n'y a pas de plaque chauffante en cellule. Une pièce par aile fait fonction de cuisine collective, et comme il y a trop de gens qui cuisinent à la fois, il y a des difficultés à pouvoir se faire à manger. Pour ceux qui veulent suivre une formation ou effectuer un boulot, il y a déjà de longues listes d'attente comme partout ailleurs. La prison de Marche est conçue sur une idée de haute sécurité, le contact avec le personnel est réduit au strict minimum, et le détenu est toujours plus livré à lui-même. Toute communication passe par le télécom. On a néanmoins entendu qu'une première agression envers le personnel n'a pas tardé à avoir lieu, juste quelques mois après son entrée en service.

L'inauguration de cette nouvelle prison n'est pas une bonne nouvelle. Elle ne sert qu'à enfermer encore plus de détenus, dans des conditions de détention encore plus strictes. Chaque ouverture de prison est pour la Justice une occasion de mettre en place ses derniers gadgets technologiques et d'assurer une plus grande sécurité à son infrastructure. Nous n'avons pas oublié comment des personnes avaient exprimé leur désaccord en posant des engins incendiaires sur le chantier en juin 2012. On peut continuer ce chemin de révolte en refusant d'être transféré à cette prison, en refusant les fausses carottes octroyées par l'administration pénitentiaire qui ne sert qu'à camoufler une augmentation de la répression de plus.

SABOTAGE DU CHANTIER DE LA NOUVELLE PRISON PSYCHIATRIQUE A ANVERS



On apprend que dans la nuit de lundi 2 juin, le chantier de la nouvelle prison psychiatrique à Anvers a été la cible d'un sabotage incendiaire. Trois grues mobiles et un lourd générateur électrique ont été détruit par les flammes. Selon l'entreprise de construction Denys qui effectue les travaux, les dégâts sont importants. Le feu aurait été mis à quatre endroits différents.

Les travaux pour réaliser ce «centre psychiatrique légal» ont commencé en 2013. L'Etat prévoit d'y enfermer 160 prisonniers internés.

Notons encore que l'entreprise *Denys* a aussi remporté le contrat pour la construction de la maxi-prison à Bruxelles.

La lutte contre la construction des nouvelles prisons s'exprime aussi à travers les actions de sabotage, mieux encore, c'est une lutte qui se projette dans l'action directe pour détruire ce qui rend possible ces prisons. Tout révolté déterminé peut se donner les moyens pour attaquer les entreprises qui les construisent, les chantiers mêmes, les architectes qui les dessinent, les banques qui les financent. Ces attaques ne nécessitent pas grand nombre de personnes, quelques copains et copines de confiance suffissent, voir un seul individu. Au-delà des dégâts qu'elles causent à notre ennemi, elles contribuent à répandre la révolte, à semer les graines du rejet, à donner de la force et de courage à ceux qui se battent contre ce monde de barreaux et de barbelés.

«*Mutineries, incendies, évasions, inaugurons leurs nouvelles prisons !*»



PEINTURE ET TAGS SOLIDAIRES SUR LE PALAIS DE JUSTICE DE LIEGE

Jeudi 19 juin 2014, peu avant 03h30, des inconnus ont jeté de la peinture rouge sur le Palais de Justice de Liège. Sur le mur, ils ont laissé le tag « Solidarité avec les prisonniers ». Le produit lancé, très difficile à éliminer, a donné du mal à l'équipe du service 'Propreté' de la ville de Liège qui, armée de deux nettoyeurs à haute pression s'est attelée jeudi matin à nettoyer la façade.



En octobre 2013, le chantier du nouveau stade de Cuiabá est incendié.

La Coupe immonde

Contre la grand-messe du capital et de l'autorité

REVOLTE AU BRESIL La Coupe du Monde n'est pas une question de foot. Si un pays est candidat pour l'organisation de cet événement, c'est parce que le foot remplit aujourd'hui la même fonction que le spectacle des gladiateurs dans la Rome antique, mais également parce que c'est une occasion inespérée pour l'Etat organisateur de faire avancer à pas de géant son développement économique et son rayonnement politique. La Coupe a un coût monstrueux, néanmoins le retour sur investissement promet presque à coup sûr d'être juteux. Le Brésil, considéré comme une des grandes puissances économiques mondiales, compte bien gravir encore des échelons en organisant la Coupe et les Jeux Olympiques.

La Coupe du Monde est aussi un projet du pouvoir pour brider les tensions sociales et donner le spectacle de son adoration. Pour les entités étatiques et les intérêts économiques, c'est une occasion de créer les conditions pour ouvrir de nouveaux marchés, pour clouer le bec à certaines résistances et pour réaliser un saut qualitatif dans l'occupation du territoire et dans l'exploitation capitaliste. C'est la grand-messe moderne de l'Etat et du Capital, où l'arrogance du pouvoir s'exhibe dans le spectacle des stades, des masses beuglantes, des écrans, des émissions en direct et de la fierté nationale.

L'octroi de l'organisation de la Coupe du Monde 2014 à l'Etat brésilien a signifié une intensification immédiate et sys-

ématique de la militarisation de la gestion de la « paix sociale ». Créées sur le modèle des tristement célèbres « opérations de pacification », de nouvelles unités de police ont vu le jour, les Unidades de Polícia Pacificadora (UPP), implantées depuis 2008 dans des dizaines de quartiers difficiles et de favelas de Rio de Janeiro. Au nom de la guerre contre le trafic de drogue, l'Etat a repris de façon militaire le contrôle des quartiers. En l'espace de quatre ans, selon les chiffres officiels, rien qu'à Rio de Janeiro, plus de 5500 personnes auraient été tuées par la police. Dans les quartiers où les gangs de trafiquants ont été chassés, des paramilitaires font maintenant la pluie et le beau temps.

Mais la Coupe du Monde ne tient évidemment pas du seul aspect en uniforme. Pour un montant dépassant les 3500 millions de dollars, des stades ont été construits dans des endroits stratégiques des villes. Des favelas ont été expulsées et rasées pour construire de nouveaux quartiers de classes moyennes, des centres commerciaux, des hôtels de luxe et des aménagements pour les plages. Des axes de transports et des autoroutes ont été réaménagés et sécurisés ; des aéroports, des ports et des réseaux d'électricité ont été construits ou reconstruits. A Rio de Janeiro, 250 000 personnes ont été expulsées de leurs habitations afin de faire de la place pour les projets de construction liés à la Coupe du Monde de 2014 et aux Jeux Olympiques de 2016. La Justice brésilienne n'a pas caché ses intentions à propos de ses plans pour l'avenir de tous

ces stades qui ne serviront dans leur majorité à accueillir que quelques matchs : des études sont en cours pour examiner comment les nouveaux stades à Manaus, Brasilia, Cuiabá et Natal pourraient être transformés en prisons.

La Coupe du Monde est donc une opération d'*épuration sociale*. L'Etat et le Capital se débarrassent des indésirables, de ces couches de la population devenues superflues dans la circulation marchande et qui ne peuvent que devenir sources de troubles. Ce serait toutefois une erreur de considérer cette opération comme une « exception » que les démocraties légitiment via le biais de la Coupe du Monde : il s'agit bel et bien d'une restructuration, d'une intensification du contrôle social et de l'exploitation. Coupe du Monde ou crise, guerre ou reconstruction, désastres naturels ou urgences... le pouvoir nous fait miroiter des « situations d'exception » qui sont en fait le cœur même du progrès capitaliste et étatique.

La grand-messe de la Coupe du Monde ouvre tous les marchés imaginables. Et cela ne concerne pas uniquement la spéculation immobilière ou l'industrie de la sécurité. Depuis des mois, des paysans signalent que des camions bourrés de cocaïne vont et viennent depuis la Colombie pour répondre aux « besoins » des trois millions de touristes attendus. Tout comme lors de la Coupe du Monde en Afrique du Sud en 2010, la prostitution se développera de façon vertigineuse. Sur les chantiers des stades, où de nombreux ouvriers immigrés tri- ➔

→ ment dans des conditions particulièrement dures, les entreprises les fouettent pour réussir à tenir les délais. Sans oublier les différentes fractions du pouvoir au Brésil qui négocient et concluent des accords avec le gouvernement : des gangs de trafiquants s'occupent du sale boulot d'expulser les gens qui résistent trop aux programmes d'urbanisation, tandis que les paramilitaires sont employés par des entreprises pour assurer la sécurité sur les chantiers et écraser les grèves ou les protestations à coup de chantages et de meurtres.

Mais la nouvelle donne, ce n'est pas toute cette horreur. La nouvelle donne, c'est comment en juin 2013, le Brésil a été en flammes pendant presque un mois. Ce qui a débuté comme un mouvement contre la hausse du prix des tickets de bus est devenu une révolte incontrôlée et généralisée contre le pouvoir. Depuis ce mois de révolte, il y a toujours plus de conflits autour des expulsions, de résistances contre des plans d'austérité, de protestations contre les meurtres policiers, ou même de troubles antipatriotiques comme lors de la fête nationale du 7 septembre, etc., qui ont dégénéré et ont échappé au contrôle de la médiation politique classique. Ces derniers mois, une imagination sociale est née au Brésil qui pourrait demain à nouveau incendier les rues.

[Extrait de «Nuits blanches et ciels étoilés»,
appel internationale à la solidarité avec la
révolte au Brésil]

Contre la Coupe du Monde solidarité avec les insurgés au Brésil

Depuis plus d'un an, des révoltes éclatent partout au Brésil, notamment dans les villes qui sont prévues pour accueillir le mondial telles que Rio de Janeiro, Sao Paulo, Porto Alegre ou Belo Horizonte. Lors de mobilisations de masse (de travailleurs, chômeurs, sans-abris, indigènes, étudiant-es..), des manifestants attaquent directement la coupe du monde et ce qui va avec, c'est-à-dire les banques, les flics, les commerces, les transports, les cérémonies de la FIFA, organisatrice de ce sinistre « spectacle ». Sans oublier les médias officiels, chargés d'en faire la promotion planétaire et de dissimuler tout acte de révolte contre ces diverses infrastructures et institutions nécessaires à son bon déroulement.

Pour cela, les autorités travaillent main dans la main avec les promoteurs, agents immobiliers et urbanistes afin d'appliquer leurs plans d'expulsion et d'éradication des pauvres et indésirables qui résistent aux projets de la restructuration urbaine capitaliste.

La coupe du monde a pour but d'exalter les nationalismes et le règne de l'argent. Comme à l'époque antique romaine avec les combats de gladiateurs, le football constitue pour l'Etat et le capital un moyen de garantir sa domination en divertissant les masses tout en brassant toujours plus de fric par la venue de touristes du monde entier.

Nous ne pouvons pas accepter les centaines de meurtres de la police, les expulsions des favelas, les prisons à ciel ouvert (pour exemple le mur récemment construit qui protège les riches et touristes de Rio, avec d'un côté la plage Copa Cabana les hôtels de luxe et les stades, et de l'autre les ghettos), les villes sous occupation militaire...

Tous ses responsables ont des noms et des adresses

La Banco Itau, agence bancaire brésilienne, a pu faire les frais de son soutien à l'organisation de cette coupe à plusieurs reprises lors des manifs. Au niveau international, les partenaires économiques à cet événement sont nombreux : McDonalds, Budweiser, Continental, Castrol, Johnson-Johnson, tout comme les partenaires FIFA (Coca-cola, Sony, Adidas, Hyundai/KIA Motors...)

Ne restons pas les bras croisés !

Solidarité avec les insurgés au Brésil !

[Tract distribué à Besançon (France) en juin 2014]



VISITES À DOMICILE

*Cocktail molotov dans
une ferme truffée de keufs*

Début avril, un molotov a été jeté sur la voiture d'un policier habitant à Oreye. Le véhicule était stationné devant son domicile. Le véhicule a été détruit et les flammes ont aussi dégradé la façade de la maison. L'habitation de cet inspecteur travaillant dans la police judiciaire est un logement de service qui se trouve dans une ancienne ferme où habitent... six ou sept autres policiers.

“Monsieur, êtes vous bien...?”

Mi-avril, un homme s'est présenté au domicile de Laurent Carlier, inspecteur de police à Bruxelles, habitant à Frasnes-lez-Gosselies (Les Bons Villers). Lorsque l'inspecteur lui a ouvert, le visiteur lui a demandé son nom, avant de sortir une arme à feu et tirer dans sa direction. L'inspecteur a eu le réflexe de refermer la porte et n'a pas été atteint.

*Comme quoi, les défenseurs de
l'ordre ont bel et bien des noms
et des adresses.*

EVASION REUSSIE



Vers 19H15, deux détenus du centre fermé pour illégaux de Merksplas ont attiré une gardienne dans des toilettes sous un faux prétexte. Ils l'ont alors maîtrisée, lui ont volé ses clés et l'ont enfermée dans la pièce. Ils ont ensuite utilisé les clés pour sortir de la prison, sont passés à travers un trou qui avait été coupé dans la clôture et ont pris la fuite à bord d'une voiture qui les attendait à l'extérieur. La police a fait appel à l'intervention d'un hélicoptère pour retrouver les deux fuyards, heureusement sans succès.

Oui, la passion pour la liberté est assurément plus forte que les barreaux.

La nation arc-en-ciel de la démocratie

Vous pouvez choisir, mais la démocratie gagne toujours

TON MAÎTRE La démocratie a gagné, c'est la seule conclusion certaine qu'on peut tirer des élections. Car s'il y avait quelque chose de différent dans ces élections en comparaison avec les éditions précédentes, c'était bien sa diversité en couleurs et ses nombreuses possibilités pour voter « contre le système » et « pour le changement ».

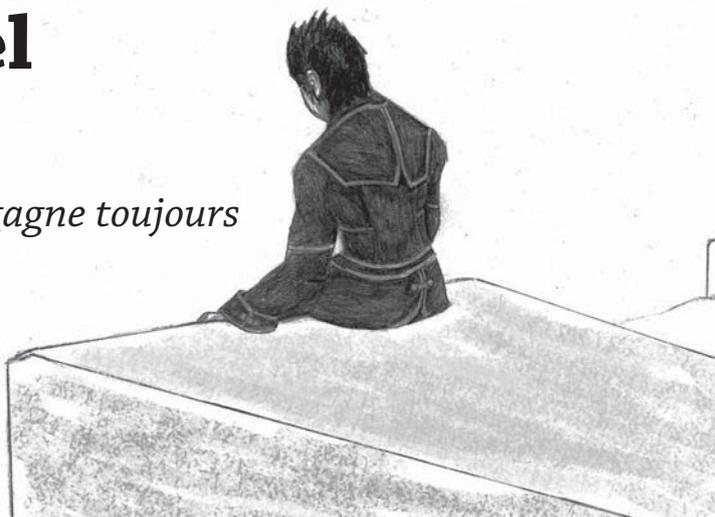
Est-ce que vous croyez que ceux qui sont en dehors de « votre communauté », vos frontières (vous pouvez les dessiner vous-mêmes) vous empêchent d'avancer, d'obtenir ce qu'à dont vous croyez avoir droit ? Plein de choix alors. Du racisme culturel – économiquement justifié – jusqu'aux versions plus grossières des racismes ethniques et religieux. De « Une langue, une nation » en passant par « Moins d'immigrés » jusqu'à la haine des juifs, ces racismes sont de retour sans jamais être disparus. Vous pouvez maintenant sans gêne être un raciste démocratique avec même une lueur de « anti-establishment. »

Est-ce que vous croyez que les entreprises multinationales et les néolibéraux veulent supprimer votre travail et remettre en cause, de pair avec votre revenu, aussi votre identité ? Pas de souci, maintenant vous pouvez abolir le capitalisme par le biais d'élections démocratiques. Bon, oui, vous pouvez en arrondir les angles. Au moins, si le marché international veut bien. En fait, vous pouvez juste remplacer les exploiters internationaux par des exploiters locaux et durables. Et adoucir quelque peu la dépendance du marché en augmentant la dépendance du gouvernement. Vous pouvez maintenant être un anticapitaliste démocratique sans aucune conséquence pratique (négative ou positive).

Est-ce que vous croyez que nos maîtres sont des marxistes cachés et contrecarrent vos tentatives d'agrandir vos marges de bénéfice (la piscine ne se rembourse pas par soi-même) ? Bien, il suffit d'embaucher quelques lobbyistes. Certes, cela coûte, mais voter, c'est gratuit et le rendement rendra donc potentiellement l'investissement initial mille fois. Vous pouvez maintenant, sans la menace d'une révolution prolétarienne, être un bourgeois démocratique.

Est-ce que vous croyez que tout ce qui a précédé n'est que d'ordre secondaire si on ne se dépêche pas pour faire quelque chose contre ce changement climatique qui trucidera l'humanité entière ? Alors, vous pouvez voter pour ce parti qui, si tout va bien, aura peut-être quelque chose à dire et pourrait donc faire passer ici et là des petites mesures, au moins si les partenaires de la coalition ne se rouspètent pas, pour sauver quelques pourcentages de verdure dans un pays minuscule. Donc, si vous n'aimez pas tellement l'action radicale, vous pouvez maintenant, afin d'apaiser votre conscience, être un écologiste démocratique.

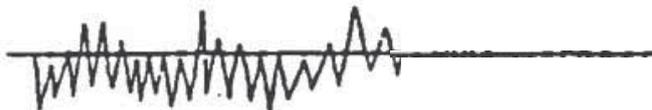
Vous croyez qu'en fin de compte, tout n'est pas si mal et qu'il ne faut pas trop changer ? Vous avez sans doute le plus grand choix. Car en démocratie, la majorité gagne toujours et la majorité n'est évidemment jamais révolutionnaire. En disant ceci, nous n'avons pas dit que la démocratie reste toujours et partout pareille. Partout en Europe, des partis néonazis et fascistes se présentent aux élections. Ils ont compris qu'une fois élus leurs chefs populistes, ils auront accès à un appareil de pouvoir qui a développé un contrôle immense sur ses sujets. En entre-temps, s'ils se tiennent aux exigences de forme démocratiques, ils peuvent diffuser la propagande la plus dégueulasse. Le régime démocratique peut ainsi être l'anti-chambre d'un régime fasciste.



Il ne faut même pas creuser dans le passé pour trouver des preuves pour cette affirmation, il existe suffisamment d'exemples actuels à l'extérieur des frontières de l'Europe occidentale.

Que la démocratie garantisse la liberté et élève des barrières contre des leaders avides de pouvoir n'est que mythe. La démocratie est un régime autoritaire qui, comme tant d'autres régimes, utilise « la volonté du peuple » pour opprimer la volonté de l'individu. La « volonté du peuple » s'appelle aujourd'hui l'opinion publique et les résultats électoraux ne sont qu'une facette de cette machine à légitimer dans laquelle les médias jouent sans doute un rôle important.

En allant voter, l'électeur n'a pas exprimé sa volonté, mais plutôt confirmé que la démocratie est l'expression de « la volonté du peuple ». La démocratie a vaincu et elle peut se remettre à l'oeuvre, avec une énergie renouvelée, à continuer à bâtir son projet de pouvoir.



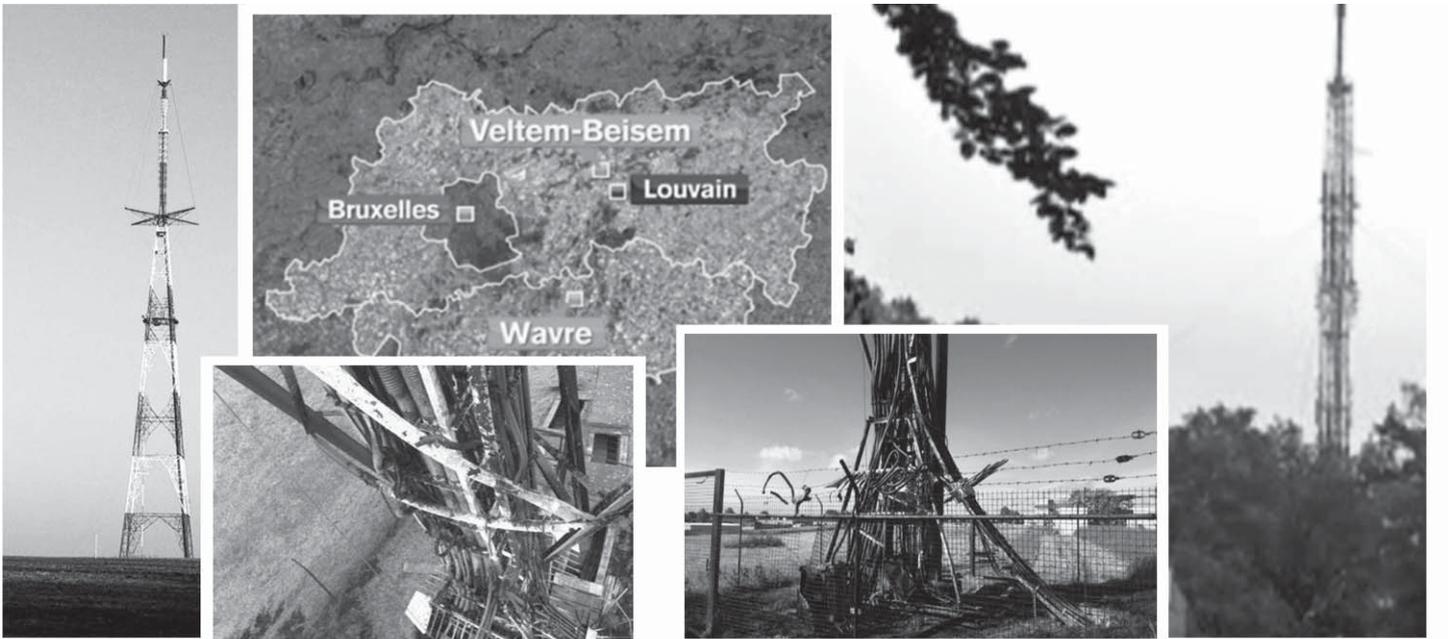
SILENCE RADIO

Impossible à ignorer le spectacle des élections. La tête de chaque habitant de ce pays se faisait laver avec. Chaque phrase d'un politicien ou d'un analyste politique ou même d'un journaliste était immédiatement reprise et répétée à l'infini, analysée et présentée au public comme un débat sur des contenus.

Silence. Afin de pouvoir réfléchir, il faut un peu de calme, il faut du silence. Difficile à trouver dans cette société. Sur l'arrière-plan, il y a des sursurements permanents. Sur le devant de la scène, s'impose la nécessité de se tenir au courant, de ne surtout rien rater, d'être reliés en permanence avec les autres, toujours occupés, toujours productifs.

Les médias sont les haut-parleurs de la grand-messe de la démocratie – les élections. A Veltem-Beisem et à Wavre, quelques pylônes de transmission étaient touchés par les flammes. En Brabant-Flamand, deux chaînes radio de la VRT ne pouvaient plus émettre. En Brabant-Wallon, trois chaînes radio de la RTBF étaient silencieuses, la télévision digitale était perturbée et le réseau de téléphonie et d'internet mobile de Base était paralysé.

Silence.



Court-circuit des élections ?

Deux pylones de transmission RTBF et VRT incendiés la veille des élections

SABOTAGE La veille des élections. Le cirque des opinions et du bombardement incessant de mensonges et de promesses touche à sa fin. L'électeur se prépare à faire son devoir de citoyen. Il se plaint, sans doute. Il se plaint que les politiciens n'ont plus d'idées, qu'ils sont tous pareils, qu'ils forment tous une grande mafia. Mais il va quand même aux urnes. Il va quand même choisir son maître et donner son approbation à ce que tout continue comme avant. Et ainsi, il devient complice des politiciens. Et ainsi, il devient aussi l'ennemi de ceux qui rejettent toute ce cirque, de ceux qui refusent d'avoir encore des maîtres ou des patrons, de gauche comme de droite, corrompus comme « intègres ». Il devient notre ennemi, l'ennemi de ceux qui aiment la liberté.

La veille des élections. Pendant la nuit, à Wavre, un énorme pylône de transmission appartenant à la RTBF est incendié. C'est le black-out total pour plusieurs émissions de radio, des émissions de télévision digitales sont perturbées. En Brabant Wallon et dans le sud de Bruxelles, il n'y a tout simplement plus de réseau de téléphonie et d'internet mobile de Base, car le pylône servait aussi de nœud entre des dizaines, voir des centaines, de relais de téléphonie mobile. Et ailleurs, à Veltem-Beisem près de Louvain, cette même nuit, un autre pylône de transmission, appartenant cette fois-ci à la VRT, est également saboté avec le feu. Là, sont surtout touchées quelques radios flamandes dont les émissions sont perturbées. Ainsi, la veille des élections, le jour des élections, des centaines de milliers de personnes se retrouvent pour une fois à l'abri du bombardement de données, de la frénésie de la communication moderne qui n'est qu'aliénation, du contrôle sur les cerveaux que les puissants exercent via leurs appareils de propagande.

Le jour des élections, on était tous supposés d'écouter la voix du maître qui nous parvient depuis l'internet, la télévision et la radio. On était supposé de parler toute au long de la journée des résultats des élections. Mais

peut-être, grâce à ces sabotages, il y en a qui ont parlé d'autre chose, qui sait. Le sabotage provoque une rupture, une fissure dans la normalité. Quelque chose qui n'était pas supposée d'avoir lieu. Quelque chose d'anormal. Ce n'est pas pour rien que l'administrateur de la RTBF disait que « *Quand on attaque un média, c'est grave pour tout le monde. Je pense qu'on a voulu envoyer un signal nauséabond.* » Nauséabond, pour qui ? Nauséabond, c'est le mot qu'on réserverait plutôt pour le cirque des élections, pour le monde dans lequel on vit, pour le spectacle par lequel le pouvoir s'assure d'une adhésion de ses sujets en le présentant comme « un choix ». Nauséabond, ce sont les médias qui lavent les cerveaux, ce sont les journalistes qui transmettent la voix du pouvoir et légitiment toutes les atrocités commises au nom du pouvoir, de la guerre en passant par l'empoisonnement total de l'environnement aux assassinats policiers. Nauséabond, c'est que nous vivons dans une époque où les moyens de communications sont omniprésents, mais où plus personne ne sait communiquer, dialoguer, discuter, réfléchir, car tout le monde répète ce que les machines et les écrans leur disent.

Les anarchistes sont des ennemis de toute autorité, qu'elle soit étatique, capitaliste ou patriarcale. Ils sont pour la liberté et contre l'esclavage. Mais ils ne sont pas dupes. Ils savent que l'autorité, ce ne sont pas seulement les politiciens, les capitalistes et les chefs. Ce sont aussi ceux qui obéissent, qui acceptent d'être exploités, qui suivent les ordres. Si on ne mettra jamais sur le même plan ceux qui exercent et ceux qui subissent l'autorité, ceux qui possèdent les industries et ceux qui sont exploités dans les usines, ceux qui portent l'uniforme et ceux qui se voient forcés à le respecter, on ne cessera pas d'indiquer que le seul chemin pour s'affranchir, c'est d'entrer en lutte, c'est de casser la cohabitation entre maîtres et esclaves.

On est probablement nombreux à se le demander. Comment ça se fait qu'à travers des siècles d'oppression et d'exploitation, le système capitaliste et le pouvoir ➔

➔ étatique semblent toujours en bonne santé ? Pourquoi n'ont-ils pas été effacés de la surface de la planète, jetés dans les égouts comme toute pourriture ? Beaucoup de tentatives ont été faites, des tentatives d'insurrection et de révolution sociale. Mais aujourd'hui, il faut prendre acte du fait que la domination a réussi à *inclure* une très grande majorité des exploités mêmes. A travers le fétichisme de la consommation, l'abrutissement généralisé, la décentralisation du pouvoir dans tous les sphères de la vie humaine, le capital et l'Etat semblent, pour l'instant, réussir à bloquer tout horizon autre que la reproduction de ce qui existe. Cette reproduction-là, la reproduction sociale de la domination, c'est probablement la cible principale de l'intervention révolutionnaire d'aujourd'hui. Si il y a parfois de révoltes, un mécontentement qui s'exprime dans la rue, des réactions virulentes contre une énième crime du pouvoir, il s'agit de cibler plus loin, plus profond, plus fondamental : il s'agit de cibler ce qui est supposé de garantir « le cours normale des choses ».

Pour retourner aux sabotages de pylônes de transmission de la RTBF et du VRT, on croit qu'ils fournissent quelques indications importantes quant aux méthodes de lutte à employer et aux champs d'intervention possibles. Si le monde technologique instille en permanence, 24h sur 24, la résignation et l'acceptation de notre « place » dans la société, la place de moutons qui consomment, travaillent et obéissent, il dépend en même temps de très nombreuses structures, disséminées partout autour de nous, qui sont assez faciles à saboter. Et aucune force militaire ou surveillance accrue ne pourrait jamais les protéger efficacement.

Provoquer le court-circuit dans le quotidien fait d'abrutissement et d'exploitation revient à fissurer la couche de béton qui nous écrase tous et toutes. Il n'y a pas à attendre un moment magique où « les gens » prendront conscience de leur situation et descendront dans la rue. Toute attente joue en effet le jeu de la domination, qui jour après jour se construit et se consolide, dans le matériel (nouvelles prisons, nouveaux commissariats, nouvelles industries, nouveaux réseaux de contrôle) comme dans l'esprit (lavage de cerveaux, effacement de l'idée même de révolte, réduction de la vie à la marchandise). C'est depuis les fissures que les révoltés sauront provoquer qui pourrait surgir un autre horizon, un horizon de liberté et de révolution sociale.

AU MOINS DEUX MATONS K.O.

Les gardiens de la prison de Bruges sont depuis vendredi 13 juin en service minimum, c'est-à-dire qu'ils ont supprimé les visites, les douches et les promenades des détenus. Ceci vient en réponse à une attaque « bien précise et préparée » contre deux gardiens. Les deux matons ont été attaqués avec une arme improvisée, une pierre dans une chaussette, et ont été blessés au crâne et au bras. Quelques jours avant, un détenu avait attaqué un membre du personnel qui travaille pour le service médical. Et la dernière bonne nouvelle, c'est qu'aussi pendant le mouvement des matons, encore d'autres matons ont été agressés par des prisonniers ! Il y a donc de quoi se réjouir.



VENGEANCE CONTRE LES FLICS A SAINT-GILLES

Le 20 mai 2014, un homme suspecté d'avoir cambriolé un restaurant et un chantier est poursuivi par les keufs à Anderlecht. Il aurait alors sauté dans le canal afin d'échapper aux limiers de l'Etat. Il s'est noyé et est mort. La police se presse, une fois de plus, pour déclarer que ce mort « ce n'est pas de sa faute ». La triste série de personnes mortes lors d'interventions policières continue donc, avec en moyenne une personne par mois tuée à Bruxelles par les keufs. A Saint-Gilles, quelques jours plus tard, des dizaines de jeunes commencent à casser des voitures et s'affrontent furtivement aux flics. Plusieurs personnes sont arrêtées, et ils déclarent que leurs actions sont « une vengeance pour l'homme noyé par la police dans le Canal ». Ces jeunes nous indiquent le chemin de la révolte et de la solidarité: la question s'est soit subir, soit agir maintenant, par l'émeute et l'attaque, au terreur que les flics exercent à Bruxelles (et ailleurs).

NON, PAS POSSIBLE! DES PÉLÉRINS CONTRE LA PRISON?



Pendant la nuit de lundi 16 juin, de nombreux slogans contre la prison, contre la religion et contre toute oppression ont été peints sur trois bâtiments religieux dans le Brabant Flamand. La Basilique Notre-Dame à Scherpenheuvel, le plus important lieu de pèlerinage en Belgique, a été recouverte de slogans, ainsi que deux autres églises dans les villages de Keiberg et de Schoonderbuken. Selon la presse flamande, il s'agirait d'une action contre la construction de la nouvelle prison à Haren, complété par des slogans contre la religion. Les slogans disaient entre autres « Moins de murs, plus de liberté », « Vive la révolte. Pas de maxi-taule à Haren » et « Les fondements de l'oppression sont l'église, le travail et la prison. »

ATTAQUES ANTIPOLITIQUES

Pas tout le monde s'est contenté de moquer le cirque des élections et les citoyens qui allaient faire leur devoir en allant aux urnes. Dans nombreuses villes et villages, au sud et au nord du pays, des panneaux électoraux (tous, et pas juste d'un parti particulier) ont été cassés, peinturlurés ou brûlés. A Beersel, juste à côté de Bruxelles, c'est une petit camion appartenant au NVA qui est incendié la veille des élections, avec tout la propagande du nationaliste Ben Weyts dedans. A Engis, c'est l'Audi A4 de la conseillère MR Katty Tosi qui a brûlée comme une torche pendant la nuit.

Feu aux geôles de l'Etat !

En Grèce, des milliers de prisonniers en grève de la faim contre les nouvelles prisons de haute sécurité

GRRECE Des milliers de prisonniers sont actuellement en grève de la faim en Grèce contre une loi qui veut instaurer un régime de haute sécurité et des nouvelles ailes de haute sécurité dans les taules.

Les origines de cette proposition de loi et le mouvement qui s'y oppose remontent à décembre 2013. Quand un prisonnier grec, appartenant au groupe armé 17 Novembre et prisonnier de longue date, décide en décembre 2013 de ne pas retourner après un congé pénitentiaire, l'Etat grec a ouvert le feu répressif. Des perquisitions dans des dizaines et des dizaines de maisons d'anarchistes, des barrages policiers partout dans le pays, une collaboration historique entre l'armée et la police et le lancement d'une proposition de loi concernant les « détenus dangereux ». Cette proposition vise à diviser la population carcérale en trois catégories (A,B et C). Pour la catégorie C, des modules d'isolement seraient construits et les prisonniers de cette catégorie ne pourront pas bénéficier de congés pénitentiaires, leurs visites et communications téléphoniques seraient limitées, la surveillance policière (armée) dans les modules serait permise, leurs libérations conditionnelles seraient plus strictes, la délation serait encouragée,... L'Etat a ouvert tous les registres afin de pousser l'isolement prisonniers type C (anarchistes et communistes, les condamnés pour grand banditisme et les prisonniers rebelles) à l'extrême.

L'Etat est toujours à la recherche d'excuses pour charger son arme répressive, et dans ce cas, il l'a trouvé dans l'évasion d'un prisonnier. L'Etat se tient toujours prêt pour s'en prendre à toute personne qui n'obéit pas, mais en Grèce, cette proposition de loi s'est heurtée à un mouvement solidaire et univoque dans toutes les prisons du pays, et à une solidarité à l'extérieur des murs. Cela a obligé l'Etat à se retirer (aussi avec les prochaines élections en tête) par crainte que la situation déborde. La proposition a donc été gelée pendant un moment, mais début juillet, elle sera soumise au vote dans le parlement grec.

Qu'est-ce qu'il s'est passé lors de ce mouvement ? Fin mars, des prisonniers ont annoncé une mobilisation contre cette proposition de loi. Peu après, le prisonnier Ilia Kareli (déjà 16 années derrière les barreaux) tue un gardien connu comme bourreau (il torturait des détenus notamment avec des câbles électriques). Ensuite, Ilia est torturé par des gardiens jusqu'à la mort. Ces éléments (la proposition de loi et l'assassinat d'Ilia), tout comme la rébellion déjà présente contre les conditions dans les prisons, ont déclenché un mouvement massif des prisonniers. A plusieurs reprises et dans toutes les prisons grecques, les détenus ont refusé la nourriture de la prison et ont refusé de remonter du préau. A Korydallos, lors du préau, des prisonniers peignent des slogans sur les murs, scandent des slogans,...

A l'extérieur, des rassemblements de solidarité ont eu lieu devant les taules. Lors d'un rassemblement devant la prison où les gardiens ont assassiné Ilia, des détenus détruisent des caméras de surveillance et des vitres. Dans plusieurs villes, des manifestations ont eu lieu et partout des affiches de solidarité apparaissent sur les murs. Il y a eu aussi des actions nocturnes comme le sabotage de distributeurs de billets, l'incendie d'un véhicule appartenant à l'entreprise de sécurité G4S, le jet d'une grenade



contre la voiture d'un maton tortionnaire,... qui font que le mouvement ne reste pas isolé et saute les murs de la prison.

Maintenant, la lutte a redémarré. Le lundi 23 juin, des milliers de prisonniers dans toutes les prisons de la Grèce ont commencé une grève de la faim contre les prisons de haute sécurité et le classement type C. A l'extérieur, un vaste mouvement de solidarité prend de l'ampleur: rassemblements devant les prisons, une manifestation de milliers de personnes à Athènes, occupations de stations de radio ou de bâtiments de l'Etat, attaques incendiaires et autre contre des banques, des commissariats, des entreprises et des institutions en solidarité avec la lutte des prisonniers, barricades enflammées bloquant la routine quotidienne. Dans certaines prisons comme à Korydallos à Athènes, il y a eu aussi des refus de rentrer dans les cellules après le promenade et d'autres mouvements de protestation. Ailleurs en Europe, des actions de solidarité internationale tentent d'étendre le conflit en diffusant les informations et les appels à la lutte, en lançant des attaques diverses contre les structures du pouvoir. Début juillet, les prisonniers ont cessé la grève de la faim, déclarant de vouloir poursuivre la lutte avec d'autres moyens et méthodes.

Nous passons ces informations parce que nous sommes solidaires et voulons répandre la voix de la révolte. Mais aussi parce qu'ici en Belgique, on doit faire face à des mesures répressives similaires et qu'on veut encourager la révolte contre ces mesures. Nous parlons des modules d'isolement et des régimes individuels imposés aux détenus réfractaires, de l'annonce du plan de construire une prison de haute sécurité à Achêne, du durcissement des conditions pour bénéficier d'une libération conditionnelle et de congés pénitentiaires, de l'encouragement de la délation en échange de quelques privilèges,...

Et n'oublions pas non plus qu'un module d'isolement a récemment été ouvert dans le camp de déportation pour sans-papiers à Vottem ; les détenus n'y peuvent même pas quitter leur cellule pour manger !

L'ombre de toute cette répression tombe aussi sur tout le monde à l'extérieur des murs : la chasse aux chômeurs, l'installation de centaines de caméras de police, les amendes administratives, toujours plus d'uniformes dans la rue,...

*Il y a bien suffisamment de raisons pour se battre,
alors, battons-nous !*

Feu à toutes les prisons ; mort à l'Etat !



Insurrection

Les insurrections et les révolutions sont des moments au cours de l'histoire où le temps fait des sauts. Le schéma du temps qui nous est imposé par le pouvoir (l'ennuyante répétition de se lever, aller travailler, etc.) est alors défié par un nouveau temps : celui de la lutte enflammée.

Ce temps est comme un cyclone et la nuit, il empêche les gens à dormir. Jour et nuit des rencontres prospèrent comme des fleurs au printemps, des nouvelles idées sont discutées au rythme du pouls, on lutte, l'homme arriver à poser des actes exceptionnels et à se poser des questions autant exceptionnelles.

Le temps du pouvoir tente toutefois toujours à s'imposer à nouveau au temps de l'insurrection : par la répression brutale, par des élections ou d'autres spectacles politiques, par le chantage économique, par les médias mensongers. Au temps de l'insurrection, il faut savoir tenir ferme, et savoir ce qu'on veut, ne pas se laisser distraire par les nombreux manœuvres et tromperies du pouvoir.

Dans le temps de l'insurrection, il faut viser la destruction du temps du pouvoir. Et pour cela, il faut bien savoir dans quelles formes le pouvoir se concrétise. Ce ne sont pas seulement les dictateurs, les présidents, les rois ou les politiciens qui posent obstacle à la liberté, mais autant les patrons au travail, les leaders de toute sorte, les directeurs de prison et ainsi de suite. Le pouvoir, ce n'est pas seulement le parlement, mais aussi la prison, l'école et l'usine.

Il faut persévérer dans le bouleversement du temps de l'ennemi afin de tenter de le détruire à fond et à comble. Il ne suffit pas de chasser le pouvoir des maisons de l'autorité. Si on ne rase pas ces maisons, un nouveau pouvoir qui s'impose s'installera avec facilité dans les fauteuils de l'ancien régime.

C'est plus facile à dire qu'à faire, sans doute, mais il est important que l'idée existe, car sinon on peut en être sûr que rien de cela n'arrivera.

Dans ce journal, nous avons publié des séries d'articles sur les soulèvements en Libye, Tunisie, l'Égypte, la Syrie, Bahreïn. Ils ont été écrits avec le cœur battant d'enthousiasme, car tant de rage contre les oppresseurs, tant de brèches dans le temps du pouvoir, tant de passion pour la liberté : comment est-ce qu'on n'aurait pas pu ac-

cueillir ces soulèvements si ce n'est que les bras ouverts ?

Aujourd'hui, nous sommes souvent tristes en apprenant les nouvelles du cours de ces soulèvements nous nous sommes énamourés et que nous avons tenté de suivre avec le cœur plein d'espoir. Grande percée de l'EIIL au Moyen-Orient. Au moins 40 000 prisonniers depuis la prise de pouvoir du général Sisi en Égypte. Pour ne donner que deux exemples. Et oui, c'est une réalité qu'il y a toujours des gens qui continuent à se battre pour rien de moins que la fin de l'oppression, pour la liberté et la dignité. Et quand nous réalisons des actes insurrectionnels ici, nous pensons aussi à eux.

Mais on doit aussi se poser des questions, analyser ce qui a mal tourné. Car ce n'est pas seulement la prépondérance militaire du pouvoir (l'enthousiasme révolutionnaire est une arme qui n'a toujours pas son égal), mais aussi la « militarisation » de l'insurrection, sa transformation en guerre entre armées plutôt qu'en révolution armée contre tout pouvoir, et par conséquent l'acceptation d'alliances tactiques militaires qui ensuite deviennent comme des coups de couteau dans le dos. Car ce ne sont pas seulement les prisons et les bourreaux, mais aussi la confiance dans des chefs qui n'a pas été totalement détruite et permet alors aux nouveaux leaders d'accéder sans plus au trône ; non seulement le pouvoir, mais aussi les rapports autoritaires entre les gens eux-mêmes. Ce ne sont pas seulement les défauts de l'insurrection là-bas, mais aussi le manque de solidarité offensive ailleurs.

Et comme dans nos articles à propos des insurrections en cours, nous ne prétendons pas d'être *complets*, fournissant des descriptions détaillées de ce qu'est en train de se passer, de ce qu'il faudrait faire. Nous n'avons pas de solutions prêt-à-porter pour des problèmes difficiles et complexes.

Mais nous voulons bien soulever des questions, et cela sans tomber dans les clichés. Nous voulons poser des questions sans discréditer l'insurrection même, car nous sommes convaincus que l'insurrection est nécessaire si nous voulons une autre vie. Nous voulons poser ces questions parce que nous ne pouvons pas ignorer que ces insurrections peuvent nous apprendre aussi aujourd'hui, encore des choses, des choses réelles qui dépassent toutes les banalités.

Plus loin...

acrata

bibliothèque anarchiste
Rue de la Grande Ile 32
1000 Bruxelles

(entre Anneesens et la Bourse)



• Permanences

chaque mardi de 17h30 à 20h

chaque jeudi de 17h à 21h

chaque samedi de 14h à 18h

(en juillet/août, les samedi, local sera exceptionnellement fermée)

• Activités en juillet & août 2014

mardi 29 juillet à 18h : Causerie libre sur les actualités des luttes ici et ailleurs

jeudi 17 juillet à 19h30 : Projection du film de fiction "Les Camarades" sur une grève insurrectionnelle à Turin

mardi 12 août à 18h : Causerie libre à partir des luttes anarchistes dans le monde

mardi 26 août à 18h : Causerie libre sur les actualités des luttes ici et ailleurs

AVALANCHE

journal de correspondance
anarchiste internationale

- Publication irrégulière avec des correspondances de luttes anarchistes partout dans le monde.
- Disponible à Acrata, ou en écrivant à correspondance@riseup.net ou en allant sur <http://avalanche.noblogs.org>

MUTINES SEDITIONS



Editeur de livres anarchistes

Les derniers livres sortis:

- Albert Libertad. *Et que crève le vieux monde !* (276p., 8 €)
- La canaille à Golfech. *Fragments d'une lutte antinucléaire 1977-1984* (168p., 6 €)
- Vivre vite de l'autre côté du mur. *Punks et anarchistes en ex-Allemagne de l'Est* (112p., 6 €)
- Belgrado Pedrini. *Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands*, (autobiographie d'un partisan anarchiste italien) (148p., 6 €)

hors service

journal anarchiste
paraîtra maintenant tous les deux mois
1500 exemplaires

hors.service@hotmail.com
<http://journalhorservice.blogspot.be>

* La citation sur la couverture vient de « un incontrôlé de la Colonne de Fer », une milice anarchiste qui se battait pendant la révolution de 1936 en Espagne dans le secteur de Valence contre la réaction et les fascistes.